

11^e programme de l'agence de l'eau Loire-Bretagne



Atelier :

Les aides dans le domaine de l'industrie (activités économiques non agricoles)

Rencontres de l'eau 2019

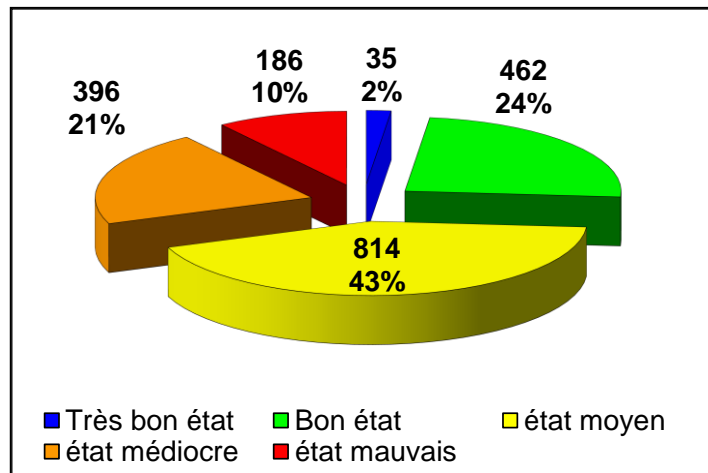
Points abordés dans l'atelier

- Cadrage 11^e programme
- Encadrement européen
- Réduire les **émissions de micropolluants**
- Réduire les **pollutions organiques**
- Faire des **économies d'eau**
- Réduire l'impact des **eaux pluviales**
- Réduire les **pollutions dispersées**
- Discussions

- Sur la période du 11^e programme : 2019-2024

- ↳ Directive Cadre sur l'Eau : objectifs de **bon état** pour 2027 au plus tard pour toutes les masses d'eau
- ↳ **Sdage 2016-2021** fixe des objectifs intermédiaires, notamment :
 - Bon état écologique de **60% des cours d'eau**
 - Bon état écologique de 66% des plans d'eau
 - Bon état écologique de 70% des eaux côtières et de transition
 - Bon état chimique et quantitatif de 76% des masses d'eau souterraines

... or à l'échelle du bassin seulement **26 % des cours d'eau** sont en bon état en 2013



Les défis à relever au niveau régional

Masses d'eau en bon état :

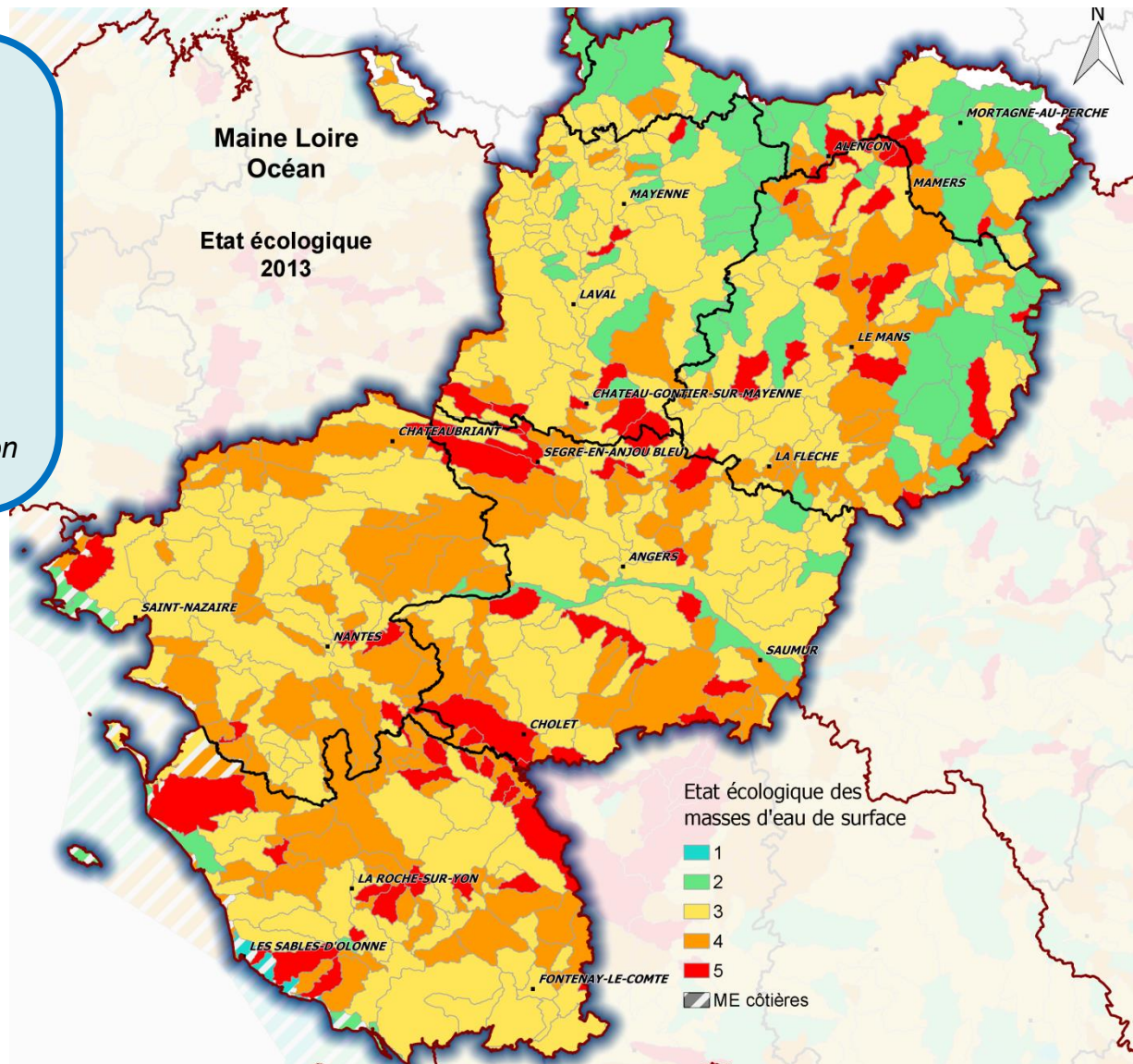
Loire-Atlantique	2%
Maine et Loire	5%
Mayenne	36%
Sarthe	25%
Vendée	1%



Données en cours d'actualisation

Pressions majoritaires

- ⇒ multifactorielles
 - ⇒ hydrologie
 - ⇒ pollutions diffuses
 - ⇒ morphologie/continuité



Cadrage 11^e programme

Les orientations stratégiques

- **Des objectifs environnementaux prioritaires**
 - Atteinte du bon état des masses d'eau
 - protection milieux et usages sensibles
 - réduction des micropolluants d'intérêt pour le bassin
- **Un programme pour l'atteinte de ces objectifs :**
 - ↳ Un programme **incitatif** : des taux élevés pour favoriser l'engagement des travaux prioritaires
 - ↳ Un programme **sélectif** : agir prioritairement là où les masses d'eau sont dégradées (*donc pas partout*) et financer les actions les plus efficaces (*donc pas toutes*)

117 Millions d'€ pour la réduction des pollutions industrielles sur 6 ans (2019 à 2024) - **19,5 M d'€ par an**

Cadrage 11e programme

Les objectifs pour l'industrie

- Réduire voire supprimer les pollutions dues aux **micropolluants** sur tout le bassin en privilégiant le traitement à la source.
- Réduire voire supprimer les rejets de macropolluants, **en priorité dans des établissements identifiés prioritaires** ou dans les établissements **raccordés à un système d'assainissement prioritaire** car ils compromettent l'atteinte du bon état des eaux ou un usage sensible (baignade, conchyliculture, pêche à pied).
- **Economiser** l'eau sur tout le bassin en priorité dans les territoires où l'eau manque (zones de répartition des eaux - ZRE)

Cadrage 11e programme

Evolutions des aides

- Les investissements aidés doivent aboutir à une **réduction significative du rejet**
 - Incitation à la mise en œuvre d'une **approche intégrée « eau »** (macropolluants + micropolluants + économie d'eau)
 - Des aides avantageuses pour les **micropolluants**
- ⇒ Par contre arrêt des aides qui ne contribuent pas ou peu directement à l'atteinte des objectifs :
- La prévention des pollutions accidentelle (rétentions)
 - Le traitement des eaux pluviales hors impact sur usages sensibles déclassés (baignade, conchyliculture, pêche à pied)
 - Le traitement des déchets
- Et pour un **Nouvel établissement**, seul les investissements permettant d'atteindre le **rejet zéro** peuvent être aidés



Des questions ?

Encadrement Européen des aides aux entreprises



Pour éviter les distorsions de concurrence : pas d'aide à l'industrie sauf exceptions encadrées :

- **Encadrement simplifié pour les petites aides : Régime de minimis**
privilegié par l'agence pour les aides < à 60 000 €
 - Plafonnement de toutes aides de minimis à 200 K€ sur 3 ans, 100 K€ pour le secteur des transports et 30 k€ pour l'aquaculture
 - Possibilité d'aller jusqu'à 80 % de subvention toutes aides publiques comprises

Encadrement Européen :

Régime « exempté »

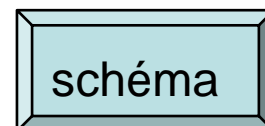
privilegié pour les aides > à 60 000 €

- **Plafonnement** au surcoût pour aller au-delà des normes européennes pour les installations « IED » ou anticiper l'échéance (si VLE publiées)
- **Plafond de financements publics** selon la taille de l'entreprise :
 - ✓ Etudes d'aide à la décision : 50 % grande entreprise, 60 % moyenne, 70 % petite
 - ✓ Travaux pour aller au delà des normes européennes publiées : 40 % grande entreprise, 50% moyenne, 60 % petite
 - ✓ Travaux pour anticipation des normes 3 ans après leur publication (5 à 20 % selon taille de l'entreprise et l'années d'achèvement)
- Exclusion des entreprises en difficultés
- Exclusion des grandes entreprises travaillant des produits de la pêche et de l'aquaculture (Régime cadre exempté de notification N°SA. 45426 relatif aux aides des agences de l'eau pour la période 2016-2020)



Agir avant la publication des normes Européenne pour les « IED »

- La directive relative aux émissions industrielles (IED) définit au niveau européen la réglementation pour les installations classées soumises à autorisation (Sites visés par une rubrique 3000 de la nomenclature ICPE française).
- Un de ses principes directeurs est le recours aux **meilleures techniques disponibles (MTD ou BREF)**
- La révision des BREF donne lieu à l'adoption de conclusions qui fixent des niveaux d'émissions associés aux MTD (VLE).
- L'atteinte des VLE est obligatoire 4 ans après la publication mais n'est plus éligible aux aides 3 ans après la publication
- Certains secteurs ont déjà des VLE : Tannerie, papeterie, traitement des déchets... *La publication des conclusions pour le **secteur agroalimentaire** est imminente.*



Des questions ?



Réduire les émissions de micropolluants : Quels enjeux ?

- **Pourquoi ?**

⇒ effets potentiels multiples à très faible concentration : modifications des fonctions

- physiologiques,
- nerveuses,
- de reproduction et du patrimoine génétique
- du système endocrinien



Conséquence: la mutation et/ou l'effondrement des populations

- **Double objectif**

⇒ Atteinte du **bon état** des masses d'eau

⇒ **Réduction ou suppression** des rejets et transferts

Tableau des objectifs de réduction des émissions de substances d'intérêt pour le bassin Loire-Bretagne à échéance 2021

	Substance	Description	N° CAS	SANDRE	Classe	Objectif de réduction entre 2010 et 2021
DCE (Annexe)	Anthracène	Hydrocarbure aromatique polycyclique	120-12-7	1458	SDP*	30%
	Benzène	Hydrocarbure aromatique monocyclique	71-43-2	1114	SP**	30%
	Cadmium et ses composés	Métal	7440-43-9	1388	SDP	100%
	C10-13-chloroalcanes	Paraffines chlorées ayant été utilisées comme plastifiants et agent ignifuge (retardateurs de flamme)	85535-84-8	1955	SDP	100%
	1,2-dichloroéthane	Production du PVC, solvant	107-06-2	1161	SP	30%
	Dichlorométhane (chlorure de méthylène)	Solvant	75-09-2	1168	SP	30%
	Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)	Plastifiant	117-81-7	6616	SDP	10%
	Diuron	Biocide	330-54-1	1177	SP	10%
	Fluoranthène	Hydrocarbure aromatique polycyclique	206-44-0	1191	SP	10%
	Isoproturon	Herbicide (domaine agricole pour cultures d'hiver)	34123-59-6	1208	SP	30%
	Plomb et ses composés	Métal	7439-92-1	1382	SP	30%
	Naphtalène	Hydrocarbure aromatique polycyclique (anti-mites)	91-20-3	1517	SP	30%
	Nickel et ses composés	Métal	7440-02-0	1386	SP	30%
	Nonylphénols	Tensioactifs	25154-52-3 104-40-5 84852-15-3	1957 5474 1958	SDP	100%
	Octylphénols	Fabrication de résines (pneumatiques, encres d'impression ...)	1806-26-4 140-66-9	1920 1959	SP	10%
	Composés du tributylétain	Biocide utilisé dans les antifouling	688-73-3 36643-28-4	1820 2879	SDP	100%
	Trichlorobenzènes	Intermédiaires organiques, lubrifiants, solvants, fluides diélectriques, fluides de transfert de chaleur...	12002-48-1	1774	SP	10%
	Trichlorométhane (chloroforme)	Produit de dégradation de l'eau de javel, anesthésique, conservateur	67-66-3	1135	SP	30%
DCE (Liste I)	Tétrachloroéthylène (perchloroéthylène)	Solvant (pressings, traitement de surface...)	127-18-4	1272		100%
	Trichloroéthylène	Solvant	79-01-6	1286		100%
Directive 2013/39/UE	Quinoxifène	Fongicide (contre l'oïdium)	124495-18-7	2028	SDP	10%
	Acifénifène	Herbicide pour cultures tournesol, pommes de terre, tabac, pois...	74070-46-5	1688	SP	10%
	Bifénox	Herbicide	42576-02-3	1119	SP	10%
	Cybutryne	Algicide utilisé dans les antifouling	28159-98-0	1935	SP	10%
Polluants spécifiques de l'état écologique	Cyperméthrine	Insecticide	52315-07-8	1140	SP	10%
	Arsenic	Métalloïde	7440-38-2	1369		30%
	Chrome	Métal				
	Cuivre	Métal				
	Zinc	Métal				
	Toluène	Solvant	108-88-3	1278		10 %
	Métaldéhyde	Molluscicide	108-62-3	1796		10 %
	Métazachlore	Herbicide	67129-08-2	1670		10 %
	Chlortoluron	Herbicide	15545-48-9	1136		30 %
	Aminotriazole	Herbicide	61-82-5	1105		10 %
	Nicosulfuron	Herbicide	111991-09-4	1882		10 %
	Oxadiazon	Herbicide	19666-30-9	1667		30 %
	AMPA	Produit de dégradation	1066-51-9	1907		10 %
	Glyphosate	Herbicide	1071-83-6	1506		10 %
	2,4 MCPA	Herbicide	94-74-6	1212		30 %
	Diflufenicanil	Herbicide	83164-33-4	1814		10 %
	2,4 D	Herbicide	94-75-7	1141		30 %
	Boscalid	Fongicide	188425-85-6	5526		10 %

42 substances
d'intérêt retenues
dans le SDAGE
LB sur les 70

Les établissements et installations contribuent, à leur juste part, à ces objectifs de réduction définis à l'échelle du bassin. Pour l'atteinte de ces objectifs, l'autorité

18 pesticides



Réduire les pollutions dues aux **micropolluants** en privilégiant la réduction à la source

Opérations aidées	Taux d'aide plafond
Études de faisabilité et/ou diagnostic y compris les mesures	Maximal (70 %)*
Travaux de réduction des rejets à la source (techno-propre)	Maximal (70 %)*
Travaux de réduction des rejets par traitement (épuration)	Prioritaire (50 %)*
Études, travaux et communication/animation pour la réduction des émissions dispersées de micropolluants dans le cadre d'opérations collectives	Prioritaire (50 %)*

* Dans la limite de l'encadrement européen des aides publiques

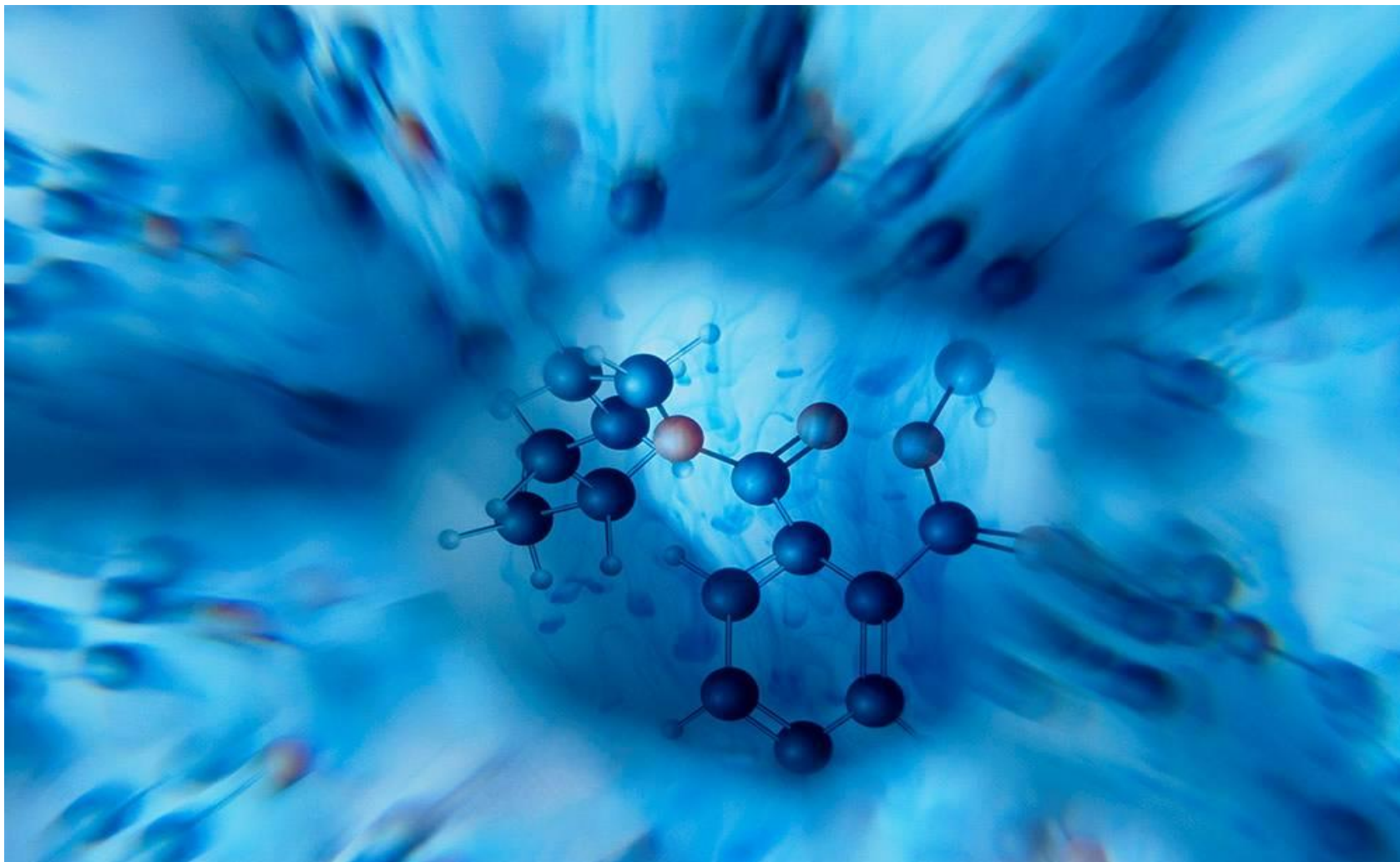
Réduire les pollutions dues aux **micropolluants**

- Exemple: traitement de surface sur pièces en aluminium (aéronautique)
- Activité nouvelle
- Projet: traitement physico-chimique et évapo-concentrateur (21 KET) => zéro rejet
- Coût du projet: 738 650 €
- Taux de subvention: 50% (Entreprise de taille moyenne)
- Montant de la subvention: 369 325 €

Réduire les pollutions dues aux micropolluants



Des questions ?



Réduire les pollutions organiques

- Priorité à la réduction des rejets sur les masses d'eau à risque ou sur les usages sensibles,
- Une liste d'établissements industriels prioritaires et de systèmes d'assainissement collectifs prioritaires,
- Étudier au préalable au traitement la mise en place de technologies propres pour réduire la pollution à la source



Listes des établissements industriels isolés prioritaires (EPI)

• Priorités liées à l'atteinte du bon état

⇒ Méthodologie : basée sur la caractérisation des pressions et le traitement des données

Base de données : données d'autosurveillance

Libellé commune	Capacité	Coordonnée x rejet	Coordonnée y rejet
AGONGES	190	712304,642	6612025,03
AINAY-LE-CHATEAU	1300	0	0
ARCHIGNAT	120	656072,725	6585741,85
ARFEUILLES	550	756351,281	6562448,96
ARPHEUILLES-SAINT-PIEST	150	675477,39	6569305,9
AUBIGNY	60	712731,099	6620521,36
AUDES	300	0	0
AUROUER	350	722729,057	6620604
AVERMES	50000	723943	6608952
AVRILLY	25	775754,412	6581683,05

Modélisation : Pégase



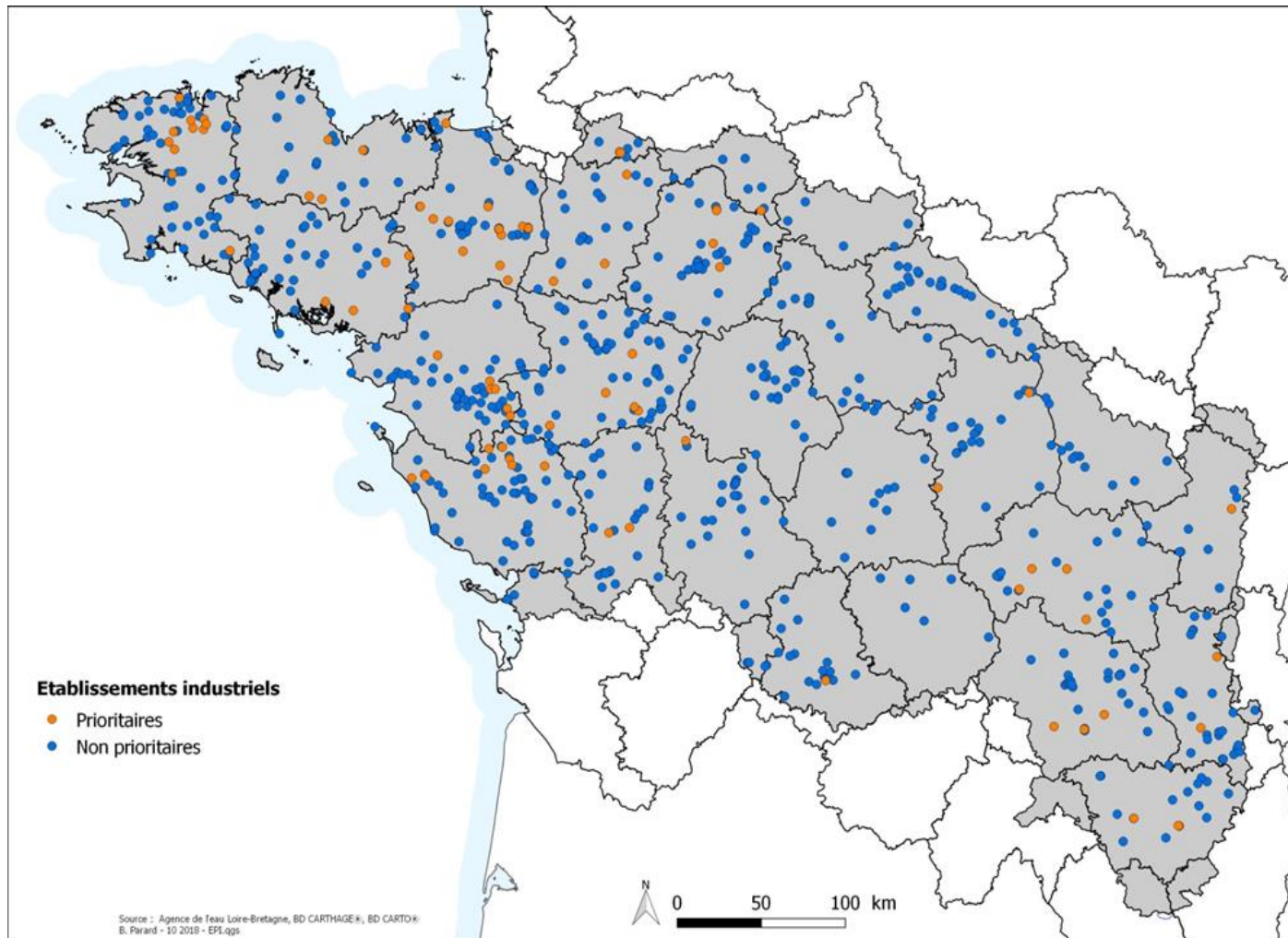
Résultats :



⇒ Critères retenus :

- ⇒ La masse d'eau n'atteint pas le seuil du Bon Etat (paramètres physico-chimiques ou IBD)
 - + L'ensemble des rejets (pression) dégrade un linéaire significatif de la masse d'eau: (Modélisation)
- ⇒ + Rejet **significatif**: contribution de l'établissement > 10% de l'ensemble des apports dans la masse d'eau (N, P, DCO, DBO)

Les établissements industriels isolés prioritaires (EPI)



82 EPI soit 11 % des établissements industriels isolés du bassin

Des aides pour réduire les pollutions organiques

Opérations aidées	Taux d'aide plafond
Études de réduction des pollutions et études préalables aux travaux	Prioritaire (50 %)*
Travaux de réduction des pollutions dans les établissements industriels isolés prioritaires ** ou exerçant une pression, un impact importants sur les masses d'eau ou sur les usages sensibles (baignade, conchyliculture et pêche à pied)	Prioritaire (50 %)*
Travaux de réduction des pollutions des établissements raccordés dont les rejets peuvent être à l'origine d'un dysfonctionnement d'un système d'assainissement prioritaire **	Prioritaire (50 %)*
Travaux de réduction des pollutions sur les autres établissements industriels	Accompagnement (30 %)*
Travaux de mise en œuvre, de fiabilisation des dispositifs d' autosurveillance	Prioritaire (50 %)*

* Dans la limite de l'encadrement européen des aides ** Liste d'industriels et de collectivités prioritaires validée par le CA du 11/12/2018

Des aides pour réduire les pollutions organiques

- Exemple: abattoir de volailles
- Projet: évolution de la station d'épuration d'un lagunage à un dispositif en aération prolongée 500 kg/j de DBO5
- Conséquences:

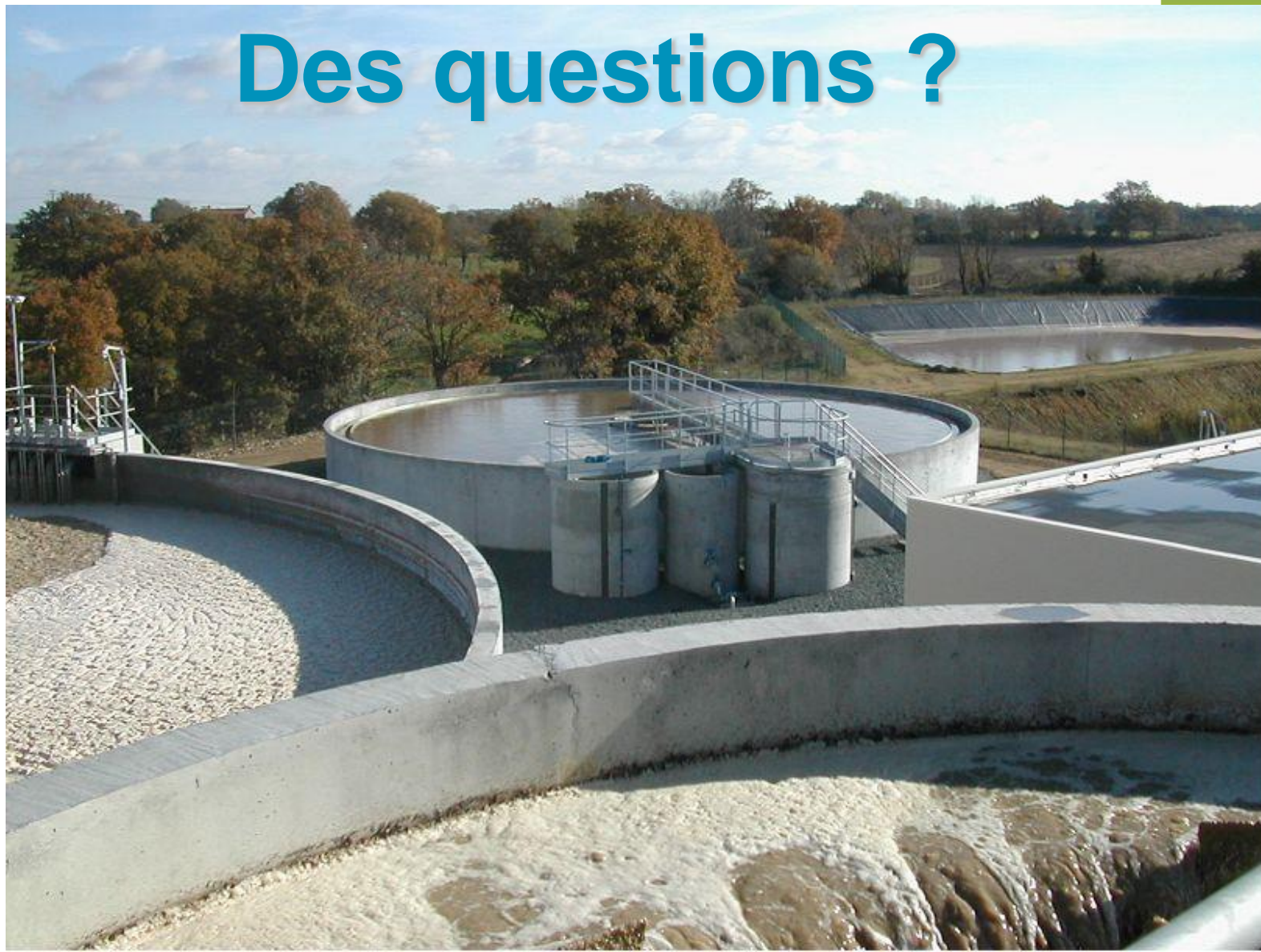
	Net Avant travaux (1)	Net Après travaux (2)	Différence (2) -(1)	Unité retenue
Dates de référence :	2018	2022		
Production :	19 568	20 000	432	t/an
Débits rejetés :	372	475	103	m³/jour
MES	12,2	4,8	-7,4	Kg/jour
DCO	31,3	23,8	-7,5	Kg/jour
DBO5	5,5	7,1	1,6	Kg/jour
N	12,8	4,8	-8	Kg/jour
P	2	0,5	-1,5	Kg/jour

Des aides pour réduire les pollutions organiques

- Coût du projet: 490 000 €
- Coût plafond agence: 647 500 €
- Taux de participation: 40% (EPI – Grande entreprise)
- Montant de l'aide: 236 000 €

$60\,000\text{ €} + (7,5\text{ kg DCO/j} \times 5\,000\text{ €}) + (8\text{ kg NGL/j} \times 50\,000\text{ €}) + (1,5\text{ kg PT/j} \times 100\,000\text{ €})$

Des questions ?



Faire des économies d'eau consommée

Objectif : réduire les prélèvements sur les ressources en eau, en priorité dans les zones à enjeu

Opérations aidées	Taux d'aide
Études, travaux et équipements de procédés économes permettant aux activités économiques de réaliser des économies d'eau consommée	Prioritaire (50 %) *

** Dans la limite de l'encadrement européen des aides publiques pour les activités économiques*

- retour sur investissement ≥ 2 ans
- bâtiments neufs et activités nouvelles non éligibles
- coût plafond : 10 €/m³ économisé



Pays-de-la-Loire

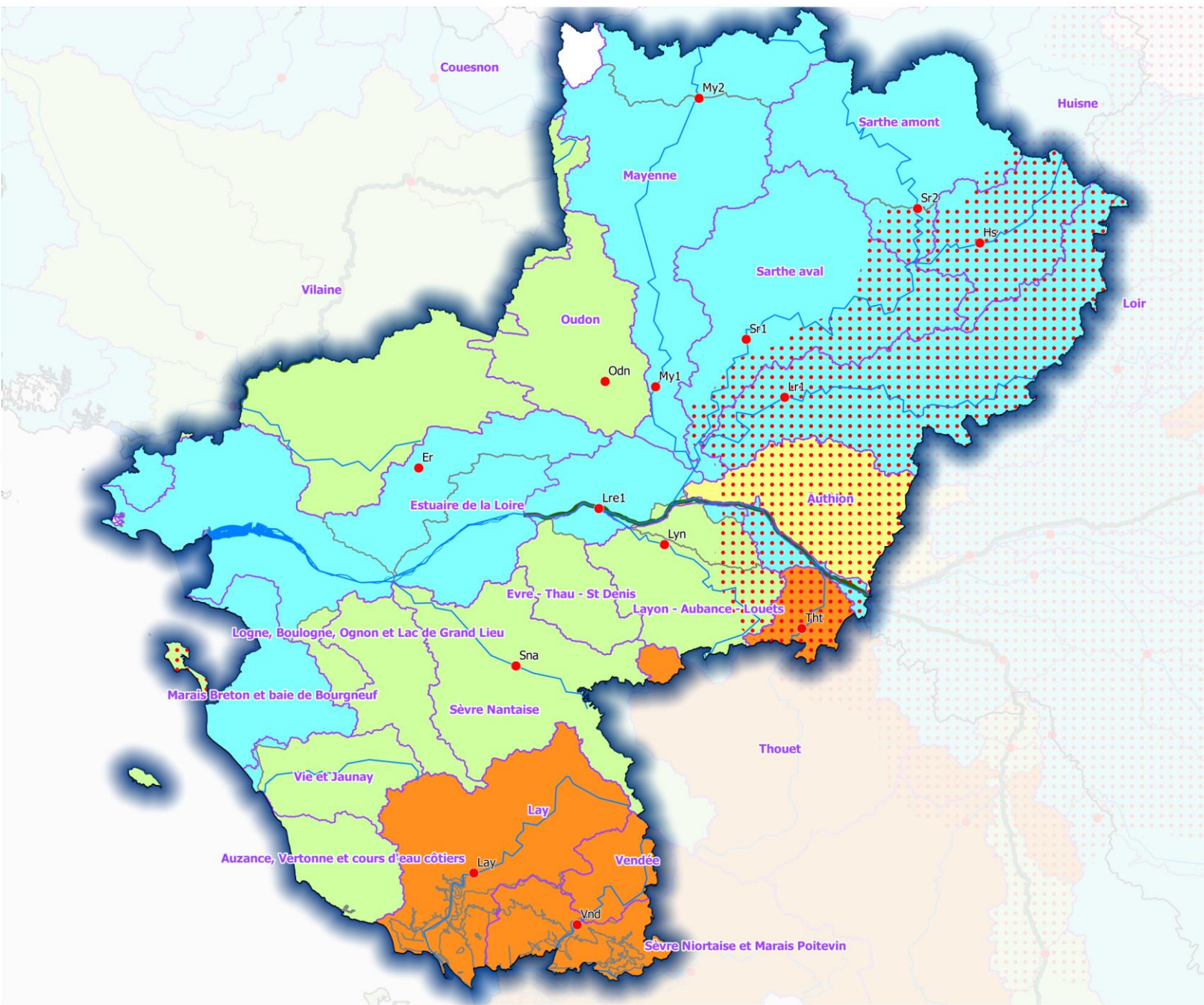
Les bassins et les axes
concernés par les
dispositions 7B-2,
7B-3, 7B-4 et 7B-5

- points nodaux du Sdage
- 7B-2
- 7B-3
- 7B-4
- 7B-5
- ZRE hydrographique
- ZRE aquifère
- limite de secteurs 7B

Source :
- AELB

BDCarto IGN - AELB - MLO
11/01/2018 - pdl_zonages_7b_zre.qgs

0 20 40 km



Faire des économies d'eau consommée - exemple



**Projet de recyclage de l'eau pour le
prélavage des légumes de la
coopérative de production,
transformation et
commercialisation de légumes**

**Economie d'eau de 50 000 m³/an
soit 20% de la consommation totale
prélevée dans la nappe souterraine**

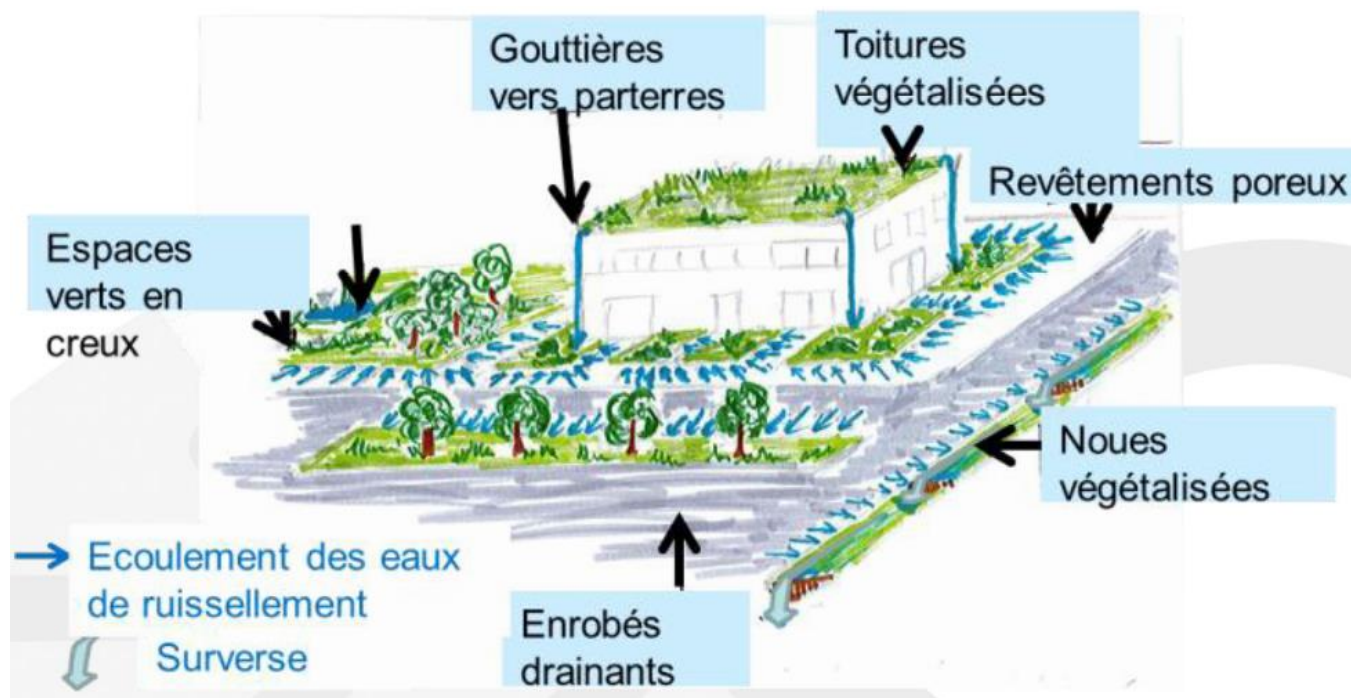
**Coût du projet : 145 000 €
Montant d'aide : 72 000 €**

Réduire l'impact des eaux pluviales par la gestion intégrée

Objectif : limiter les déversements des réseaux unitaires et les rejets pluviaux sur les usages sensibles déclassés



Prioritairement par l'infiltration de la pluie au plus près de son point de chute sur des ouvrages multifonctionnels



Réduire l'impact des eaux pluviales

Opérations aidées	Taux d'aide
Etudes et travaux pour déconnecter des eaux pluviales d'un réseau unitaire (pollution existante) ou d'une masse d'eau à usages sensibles déclassés (baignade, conchyliculture, pêche à pied)	Prioritaire (50 %) *
études et travaux de traitement d'eaux pluviales strictes uniquement si rejet sur usages sensibles déclassés (baignade, conchyliculture, pêche à pied)	Accompagnement (30 %) *

** Dans la limite de l'encadrement européen des aides publiques pour les activités économiques*

Exemples d'aides pour des réaménagements

Aménagements éligibles :

- noue, tranchée,
espace vert creux
- chaussée,
parking infiltrant
- toiture stockante...



minimum pluie mensuelle
de durée 24h

Coût plafond : 30 €/m² déconnecté
100 €/m² pour les toitures
végétalisées avec réserve d'eau



Un plan d'orientation pour la réduction des pollutions dispersées pour le 11^e programme

- Identifier les activités et **les territoires à enjeux micropolluants** en profitant de la campagne de recherche des substances dangereuses dans les effluents de station d'épuration (RSDE) engagée par les collectivités
- Faire émerger de manière ciblée des opérations collectives à l'efficacité démontrée sur les milieux aquatiques
Appels à projets (2021) permettant de sélectionner des initiatives pertinentes pour diminuer les pollutions dispersées
- Veiller à la cohérence des opérations collectives avec la gestion réglementaire des **déchets**
- Faire appel à la **convention de mandat** avec un opérateur public dès qu'elle est adaptée

Des questions ?



Préparer sa demande d'aide

Le projet répond-il aux enjeux du 11^{ème} programme ?

⇒ contact avec l'agence de l'eau dès l'émergence du projet

Un projet bien étudié...

- > meilleure solution technico-économique
- > adapté aux enjeux du site et du milieu aquatique
- > études d'aide à la décision aidées à 50 %

11^e programme

Les règles générales

Quand et comment demander une aide ?

- A l'aide du **formulaire** de l'agence de l'eau, accompagné d'un dossier technique et financier (évaluation détaillée du coût, plan de financement et tous les éléments permettant d'apprécier l'objectif du projet, le cadre administratif et réglementaire auquel il est soumis, son opportunité et les résultats attendus).
- Associer l'agence le plus en amont possible sur les projets
- Une demande d'aide formelle et complète doit être déposée avant le démarrage du projet (signature d'un bon de commande ou de devis)
- Le démarrage du projet ne peut intervenir qu'après autorisation écrite de l'agence de l'eau.

11^e programme

Les règles générales

Quelques principes d'instruction des aides :

- Les aides de l'agence de l'eau n'ont pas un caractère systématique
- Leur attribution est fonction des disponibilités financières de l'agence de l'eau, de la priorisation des projets selon les objectifs du 11^{ème} programme d'intervention et l'efficacité du projet sur la qualité des milieux
- Le coût du projet faisant l'objet de la demande d'aide doit être supérieur ou égal à 5 000 € HT
- L'agence de l'eau n'attribue aucune aide inférieure à 3 000 €
- Disposer des autorisations au titre de la police de l'eau ou des installations classées pour la protection de l'environnement
- Le demandeur ne doit pas faire l'objet d'un arrêté de mise en demeure, dont la date d'échéance a expiré à la date de décision d'aide de l'agence de l'eau



Discussions